Les statistiques annuelles des cours et tribunaux

Données 2025

Tribunaux du travail

Collège des cours et tribunaux

College van de hoven en rechtbanken

Nous remercions les comités de direction, le personnel des greffes ainsi que le service d'encadrement ICT du SPF Justice.

L'utilisation du contenu de cette publication à titre explicatif ou justificatif dans un article ou un ouvrage est autorisée moyennant indication claire et précise de la source.

Collège des cours et tribunaux
Service d'appui
Boulevard de Waterloo 70, 1000 Bruxelles
Courrier électronique : cct.chr.stat@just.fgov.be
Site Internet : www.tribunaux-rechtbanken.be

Table des matières

I. INTRODUCTION

1.1 Statistiques de la Justice belge
1.2 Statistiques des cours et tribunaux
1.3 Remarques générales concernant les statistiques
1.4 Méthodologie sous-tendant le développement des statistiques
1.5 Contenu de la publication annuelle

II. VARIABLES STATISTIQUES

1. Concepts fondamentaux de la statistique

1.1 Contenu des chiffres : input-output des tribunaux du travail
1.2 L'année statistique est une année civile

2. Termes communs

2.1 Statistiques des affaires
2.1.1 Qu'est-ce qu'une affaire ?
2.1.2 Quelle est la date d'ouverture d'une nouvelle affaire ?
2.1.3 Quand une affaire est-elle pendante?
2.1.4 Définition de l'input, de l'output et de pendant 31/12
2.1.5 Durée output et pendant 31/12
2.2 Statistiques des actes du juge
2.2.1 Qu'est-ce qu'un acte du juge ?
2.2.2 Quelle est la date d'un acte du juge ?
2.2.3 Quels actes sont repris dans les statistiques ?
2.3 Rôle
2.4 Nature de l'affaire
2.5 Output
2.6 Type d'acte du juge

III. STATISTIQUES

INPUT-OUTPUT

1. Rôle

Partie 1 : Affaires sociales

1. Input-Output

1.1.a. Arrondissement – division
1.1.b. Ressort - arrondissement (nouveau)
1.1.c. Ressort – arrondissement: évolution
1.2.a. Nature
1.2.b. Nature (nouveau)

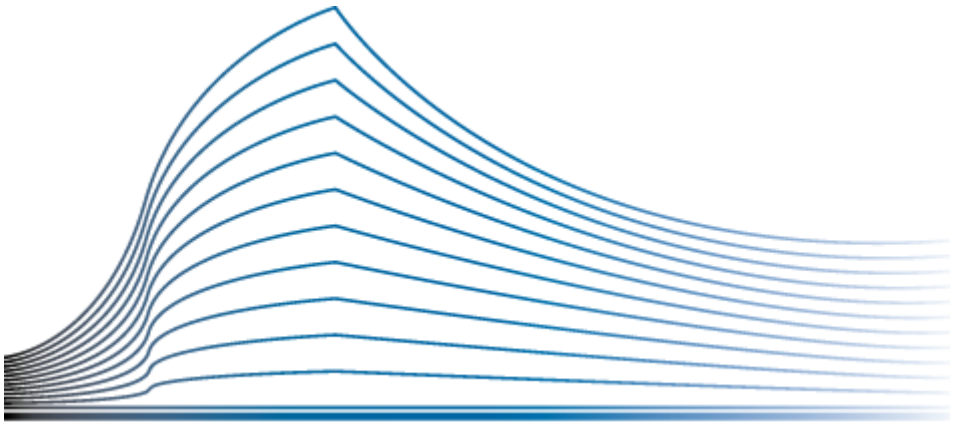
2. Type output

2.1. Arrondissement – division
2.2. Durée catégorie

3. Pendant 31/12

3.1. Arrondissement – division
3.2. Durée moyenne (pendant 31/12)
3.3. Durée catégorie

4. Décisions du juge



I. INTRODUCTION

1.1 Statistiques de la Justice belge

Les statistiques des cours et tribunaux s'inscrivent dans l'ensemble des nombreuses statistiques qui sont produites au sein de la Justice en Belgique.

Au plan pénal

On distinguera selon les étapes successives de la procédure :

- **Les statistiques relatives à l'information des affaires pénales et aux décisions du Ministère public, publiées par le service d'appui du Collège des procureurs généraux**[1]. Ces statistiques informent sur les activités des parquets. Elles permettent également de répondre à des questions d'ordre criminologique telles que par exemple : « Combien d'affaires de vols avec violence la Justice enregistre-t-elle par année ? »

- **Les statistiques relatives aux activités des cours et des tribunaux en matière pénale, produites par le service d'appui du Collège des cours et tribunaux**[2].

  On distingue :

  - les activités des juridictions de l'instruction judiciaire : juges d'instruction, chambres du conseil et chambres des mises en accusation ;
  - les activités des juridictions de jugement : tribunaux de police, chambres correctionnelles et chambres de la jeunesse (pour le volet protectionnel) des tribunaux de première instance et des cours d'appel, ainsi que les cours d'assises.

  Ces statistiques renseignent sur les volumes d'affaires pénales traitées durant la phase d'instruction et durant la phase de jugement, ainsi que sur les durées demandées par ces traitements : nombre d'affaires citées, nombre d'affaires clôturées par une décision définitive, types de décisions, durées entre l'entrée et la décision, etc. On y trouve également d'autres informations concernant le volume d'activité des cours et des tribunaux : actes divers des juges et des greffes (réquisitoires, ordonnances, jugements, procès-verbaux, requêtes enregistrées, enregistrement de pièces à conviction, etc.).

  Il faut souligner que les statistiques des cours et tribunaux ne renseignent pas sur le contenu des condamnations prononcées (à l'exception des déchéances du permis de conduire).

- **Les statistiques relatives aux condamnations, aux suspensions du prononcé et aux internements.** Ces chiffres sont rassemblés et publiés par le service de la Politique Criminelle du SPF Justice (Direction générale Législation, Libertés et Droits fondamentaux). Ces statistiques portent sur les décisions judiciaires « coulées en forme de chose jugée », c'est-à-dire après extinction de tous les délais d'opposition et/ou de recours. Elles sont produites à l'aide de la banque de données du Casier judiciaire central dans lequel sont enregistrés tous les bulletins de décisions transmis par les greffes des cours et des tribunaux. Les statistiques du service de la Politique Criminelle indiquent la nature des infractions, les condamnations, les personnes jugées et les instances concernées[3].

- **Les statistiques relatives à la population carcérale**, résumées dans la publication *Justice en chiffres* du SPF Justice[4]. On y trouvera décrite l'évolution de la population carcérale, du nombre d'écrous et de libérations, ainsi qu'une description des différentes modalités de libération.

---

[1] https://www.om-mp.be/stat/intro_f.html
[2] https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/college
[3] http://www.dsb-spc.be/web/index.php?option=com_content&task=view&id=28&Itemid=47&lang=french
[4] https://justice.belgium.be/fr/statistiques/justice_en_chiffres

- **Les statistiques relatives aux activités des maisons de justice**, qui figurent également dans la publication *Justice en chiffres* du SPF Justice[4]. On peut y découvrir l'évolution du nombre d'actes accomplis dans le cadre des missions des assistants de justice : accueil des victimes, enquêtes sociales, encadrement des décisions judiciaires pénales (surveillance électronique, peines de travail, probation, liberté conditionnelle, internements, etc.).

Au plan civil

Les statistiques relatives aux activités des cours et des tribunaux en matière civile sont également produites par le service d'appui du Collège des cours et tribunaux[5]. **Ces statistiques renseignent sur les volumes d'affaires traitées durant la phase de jugement des litiges civils, ainsi que sur les durées demandées par ces traitements** : nombre d'affaires inscrites aux rôles, nombre d'affaires clôturées par une décision définitive, types de décisions, durées entre l'entrée et la décision, etc. On y trouve également d'autres informations concernant le volume d'activités civiles des cours et des tribunaux : actes divers des juges et des greffes (jugements et ordonnances, procès-verbaux, , etc.).

Les statistiques couvrent toutes les juridictions civiles, tant en première instance qu'au niveau d'appel : justices de paix, affaires civiles des tribunaux de police, sections civile, famille et jeunesse (pour le volet civil) des tribunaux de première instance, tribunaux du travail, tribunaux de l'entreprise, chambres civiles, familiales et de la jeunesse des cours d'appel.

Concernant la Cour de cassation

Les données relatives aux activités de la cour de cassation **n'entrent pas dans les projets statistiques portés par le Collège des cours et tribunaux**. On peut trouver des informations sur le volume d'affaires traitées jusqu'à l'année 2013 dans la publication Justice en chiffres du SPF Justice[6]. Pour les années suivantes, on se réfèrera utilement au rapport annuel de la Cour[7].

1.2 Statistiques des cours et tribunaux

Le service d'appui du Collège des cours et tribunaux est en charge de la publication annuelle des statistiques d'activité des cours et des tribunaux. Chaque instance dispose d'une publication spécifique qui contient toute une série de mesures statistiques.

Le service d'appui met également à disposition « Les chiffres-clés de l'activité judiciaire », rassemblant le nombre d'affaires pendantes, nouvelles et clôturées pour toutes les juridictions depuis l'année 2010.

Autant de documents que vous pouvez retrouver sur **notre site internet** (http://www.tribunaux-rechtbanken.be/fr/), en cliquant sur « Statistiques ».

1.3 Remarques générales concernant les statistiques

Un grand nombre de facteurs influencent **la qualité des statistiques**. Dans le cas présent, nous pouvons citer par exemple la qualité de l'encodage des données judicaires dans le système informatique, l'utilisation uniforme de ce système informatique et des codes qu'il contient ou même le bon fonctionnement du système informatique. Dès lors, une **certaine précaution** est toujours recommandée dans l'interprétation des statistiques.

---

[5] https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/college
[6] https://justice.belgium.be/fr/statistiques/justice_en_chiffres
[7] https://hofvancassatie.be/Pub.html

À noter que les statistiques d'activité **ne reflètent pas la charge de travail** des cours et des tribunaux. En effet, d'autres paramètres rentrent en ligne de compte pour cela : le cadre du personnel, la complexité des affaires traitées ou encore les différentes méthodes de travail au sein des instances.
Il faut également considérer que les statistiques du service d'appui ont pour finalité d'apporter un **soutien à la prise de décision du Collège lui-même mais aussi au fonctionnement** des cours et des tribunaux. Les rubriques statistiques qui figurent dans les publications annuelles ont donc été élaborées dans le cadre de cette mission.

1.4 Méthodologie sous-tendant le développement des statistiques

Pour l'ensemble des instances, les statistiques sont calculées à partir des **données judiciaires** encodées par le personnel des greffes dans un système informatique. C'est le service d'encadrement ICT du SPF Justice, en collaboration avec les instances et le service d'appui, qui est en charge de la maintenance et du développement du système informatique mais aussi du stockage des données encodées par le personnel des greffes.

Par la suite, le service d'appui utilise ces données brutes pour développer les statistiques d'activité de chaque instance. Le service d'appui garantit la qualité, et donc la fiabilité, des statistiques publiées via un travail de fond effectué avec des représentants du terrain (greffiers et magistrats). Grâce à cette concertation, **des règles de comptage des affaires** ont été définies à un niveau national. Un **travail d'homogénéisation des pratiques d'encodage des dossiers** dans le système informatique a également été effectué ces dernières années.

1.5 Contenu de la publication annuelle

Dans le premier chapitre de cette publication, vous trouverez, pour l'instance et l'année concernées, des **informations importantes** concernant l'état d'avancement du projet statistiques et les modifications récentes ayant un impact sur la publication.

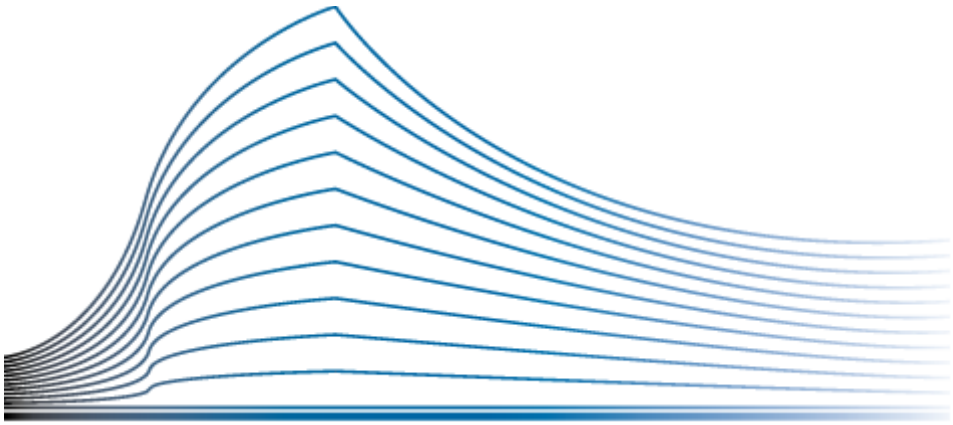
Les **concepts fondamentaux** des statistiques et les **rubriques statistiques** pour l'instance concernée sont expliqués et décrits dans le deuxième chapitre de cette publication.

Le troisième chapitre présente les **données statistiques** de l'instance concernée. Vous pouvez y consulter principalement, en fonction de l'état d'avancement du projet statistique de l'instance, les statistiques des affaires (nouvelles/pendantes/clôturées/et leur durée) et/ou des actes du juge, et ce, en fonction de différentes variables (tribunal/cour, nature de l'affaire, etc.).

Extraction des données : 28/03/2026.

Vous avez encore des questions ? N'hésitez pas nous contacter :

Service d'appui du Collège des cours et tribunaux
Email : cct.chr.stat@just.fgov.be
Site internet : www.tribunaux-rechtbanken.be



II. VARIABLES STATISTIQUES

1. Concepts fondamentaux de la statistique

1.1 Contenu des chiffres : input-output des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est un tribunal spécialisé et compétent dans le droit du travail et le droit de la sécurité sociale. Il traite notamment des litiges entre employeurs et travailleurs, des litiges en matière de sécurité sociale et d'assistance sociale. Depuis le 1er septembre 2007, le tribunal du travail est également compétent pour les affaires relatives au règlement collectif de dettes[8]. Il n'est cependant pas compétent pour les affaires pénales. Un tribunal du travail se compose de chambres dans lesquelles siègent un président (magistrat de carrière) et des magistrats non professionnels. Lorsqu'il s'agit d'un litige opposant un travailleur et son employeur, le juge de carrière est assisté par un juge social appartenant à une organisation représentative des travailleurs et un juge social appartenant à une organisation représentative des employeurs. En Belgique, il y a 9 tribunaux du travail. Tous les tribunaux du travail ont une ou plusieurs divisions[9].

Les statistiques tentent de donner une approche aussi réaliste que possible des flux d'affaires auxquels les tribunaux du travail ont été confrontés au cours d'une période bien déterminée.

Les chiffres portent toujours sur une période déterminée, appelée période statistique. Pour l'élaboration des chiffres annuels, c'est l'année civile (janvier-décembre) et non l'année judiciaire (septembre-août) qui est prise comme période de référence.

[8] Les données concernant les affaires « règlement collectif de dettes ne sont pas disponibles pour l'année 2024 et 2025 à cause de leur migration vers un nouveau programme ICT (JustRestart). Par conséquent, nous avons choisi de ne pas les faire figurer dans la présente publication.

[9] Au sein du Tribunal du travail du Brabant Wallon, les deux divisions de Wavre et Nivelles ont fusionné le 1er octobre 2024 pour former un Tribunal, siégeant exclusivement à Nivelles.

2. Termes communs

2.1 Statistiques des affaires

2.1.1 Qu'est-ce qu'une affaire ?

Une affaire est un litige qui est pendant devant un tribunal du travail. Au sein d'un tribunal du travail, chaque affaire se voit attribuer un numéro de rôle unique.

Par l'attribution d'un numéro de rôle (mise au rôle) l'affaire devient pendante. Lorsque l'affaire ne fait plus partie de la charge de travail, elle n'est plus pendante. Elle est alors comptée comme de l'output.

> 1ère remarque : Lorsqu'une affaire omise d'office est à nouveau mise au rôle à la demande de la partie la plus diligente[10], il s'agit alors d'une nouvelle affaire. Cette affaire reçoit aussi un nouveau numéro de rôle.
> 2e remarque : Les affaires annulées qui ont été mal enregistrées dans l'application, ne sont pas reprises dans les statistiques.
>
> 3e remarque : L'article 1021 du Code judiciaire prévoit que « Lorsque les dépens n'ont pas été liquidés dans le jugement, ou ne l'ont été que partiellement, ceux sur lesquels il n'a pas été statué sont réputés réservés ».

Concrètement, cela signifie que lorsque les frais de la procédure ne sont pas liquidés dans la décision définitive, la possibilité existe alors pour les parties de demander au tribunal du travail de faire cette liquidation des dépens. Cela donnera lieu à un nouveau jugement de liquidation des dépens. De la requête de liquidation des dépens à la décision à ce sujet, l'affaire est à nouveau mise au rôle (sans nouveau numéro de rôle) et son état passe dans l'application de « non pendante » à « pendante ». Après la liquidation des dépens, l'affaire devient à nouveau « non pendante ».

Il a été décidé de ne pas reprendre le « à nouveau pendant » dans les statistiques. Par conséquent, l'affaire va, dans les statistiques, passer de « pendant » à « non pendant » dès le moment où un jugement définitif aura tranché l'affaire (et pas encore les dépens). Dans les résultats statistiques, l'affaire demeurera « non pendante », malgré le fait qu'en pratique cette affaire, en ce qui concerne les frais, redevient « pendante ».

En adoptant une autre méthode de travail, il y aurait deux jugements définitifs tout en ayant une seule affaire dans « l'input ». Dans ces statistiques input-output, un rapport équilibré entre le nombre de nouvelles affaires et d'affaires clôturées est toujours de mise. Une nouvelle affaire ne peut donner lieu qu'à une seule affaire clôturée.

2.1.2 Quelle est la date d'ouverture d'une nouvelle affaire ?

Une affaire débute dès qu'elle est enregistrée dans l'application « ARTT ». Par exemple, le jour du dépôt de la requête ou du paiement de la contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne.

[10] Art. 730, §2, a, in fine du Code judiciaire.

2.1.3 Quand une affaire est-elle pendante?

Une affaire est pendante à partir du moment où elle est enregistrée dans l'application et elle le reste jusqu'au moment où elle est clôturée et ne fait plus partie de la charge de travail.

2.1.4 Définition de l'input, de l'output et de pendant 31/12

L'**input** résulte de deux paramètres :

- Les affaires qui étaient déjà inscrites au début de la période statistique et qui ne sont pas encore clôturées (**pendantes 01/01**)
- Les nouvelles affaires qui ont été inscrites pendant la période statistique (**nouvelles**).
- <u>INPUT = affaires pendantes 01/01 + nouvelles affaires</u>

L'**output** rassemble toutes les affaires pour lesquelles une décision mettant fin à l'affaire (décision définitive) a été prise au cours d'une période statistique déterminée. Ces affaires ne sont, par-là même, plus pendantes. La date de la dernière décision clôturante est prise en compte. Si une fixation est enregistrée à une date ultérieure à la décision clôturée, l'affaire n'est plus considérée comme clôturée.

Les décisions mettant fin à une affaire sont généralement : les jugements définitifs, les ordonnances définitives, les jonctions avec une autre affaire, les omissions d'office, les radiations et les désistements.

Le nombre d'affaires pendantes à la fin de la période statistique (**pendantes 31/12**) est obtenu en soustrayant à l'input total, l'output total.

- <u>AFFAIRES PENDANTES 31/12 = INPUT – OUTPUT</u>

2.1.5 Durée output et pendant 31/12

Durée moyenne et médiane output

La durée correspond au nombre de jours entre l'inscription de l'affaire (nouvelle) sur un des rôles et la date à laquelle l'affaire est clôturée (output).

Cette variable concerne <u>uniquement</u> les affaires qui sont clôturées par une <u>décision définitive</u> au cours de la période statistique. La durée des omissions d'office n'est pas prise en compte pour déterminer la durée moyenne et médiane.

La durée moyenne est obtenue en divisant la somme des durées par le nombre d'affaires clôturées. Lorsqu'une répartition « inégale » des durées se présente (un grand nombre d'affaires ne demande qu'un temps de traitement court alors qu'un petit nombre d'affaires en demande un extrêmement long), la médiane constitue un meilleur indicateur de la durée d'une affaire moyenne. La durée médiane est la durée qui se trouve au milieu dans une série statistique où les termes sont rangés de façon croissante. La moitié de ces affaires présente une durée plus courte que la médiane alors que l'autre moitié en présente une plus longue. Par exemple, les temps de traitement de cinq affaires sont 50, 60, 70, 80 et 150 jours. La durée moyenne s'élève à 82 jours et la médiane à 70 jours.

Durée moyenne affaires pendantes 31/12

Cette durée est le nombre de jours entre l'inscription de l'affaire sur un des rôles et le dernier jour de la période statistique (31/12).

Cette variable concerne uniquement les affaires qui ne sont pas encore clôturées à la fin de la période statistique.

2.2 Statistiques des actes du juge

2.2.1 Qu'est-ce qu'un acte du juge ?

Concernant les statistiques, un acte du juge est une décision du tribunal, inscrite au répertoire du juge et qui s'est vu attribuer un numéro de répertoire. Ces actes recouvrent toutes les décisions prises par les juges, le bureau d'assistance judiciaire et le président du tribunal (jugements, ordonnances, PV, feuilles d'audience) même si certains de ces actes sont rédigés par le greffier, ils sont repris dans le système comme étant des «actes du juge ». Le greffe attribue à chaque acte un type (d'acte), ce qui permet de caractériser l'acte qui a été prononcé (PV, ordonnances,…).

> 1ière Remarque: le nombre de décisions définitives n'est pas un indicateur fiable du nombre d'affaires clôturées. Il arrive en effet que le greffe utilise une décision définitive comme décision interlocutoire et vice-versa. Ainsi, un certain nombre d'affaires, pourtant clôturées dans les faits, restent pendantes dans le système alors que d'autres sont clôturées à plusieurs reprises.
>
> 2ième Remarque: toutes les décisions ne sont pas systématiquement enregistrées dans les actes du juge. C'est le cas par exemple des radiations et des omissions qui peuvent être actées au PV d'audience.
>
> 3ième Remarque: les actes inscrits par erreur et ceux relatifs aux affaires inscrites par erreur ne figurent pas dans les résultats statistiques.

2.2.2 Quelle est la date d'un acte du juge ?

La date de l'acte du juge est la date à laquelle l'acte a été prononcé (et non pas la date d'inscription dans le système informatique ou de mise au répertoire).

2.2.3 Quels actes sont repris dans les statistiques ?

Chaque acte inscrit au répertoire du juge a été recensé.

En revanche, les actes du juge qui renvoient à une affaire inscrite par erreur ou qui constituent une inscription erronée (identifiée grâce au type d'acte) ne sont pas pris en compte dans les statistiques.

2.3 Rôle

Le rôle est une liste sur laquelle les nouvelles affaires sont inscrites. Ces dernières sont inscrites en ordre d'arrivée auprès du tribunal du travail. Elles se voient toutes attribuer un numéro de rôle unique. Le rôle est subdivisé en plusieurs listes, et ce, d'une part, en vertu de dispositions législatives et, d'autre part, de considérations pratiques.

Liste francophone	Nederlandse lijst
Rôle général	Algemene rol
Registre des référés	Rol van de korte gedingen
Registre des requêtes (exc. RCD)	Rol van de verzoekschriften
Registre des conciliations	Register van de verzoeningen
Registre des commissions rogatoires	Register van de ambtelijke opdrachten
Registre des Pro Deo	Rol van de Pro Deo's

Rôle général

Le rôle général concerne les procédures contradictoires qui ne figurent pas dans l'un des rôles présentés ci-après.

Registre des Référés

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires qui sont traitées en référé.

Remarque : La notion de référé est interprétée au sens strict. Les affaires « comme en référé » ne sont pas reprises dans le rôle des référés. Elles reçoivent un numéro « rôle général ». Lors d'une procédure « comme en référé », les règles de procédure sont les mêmes que lors d'une procédure « en référé ». Cependant, dans une procédure « comme en référé », le président se prononce sur le fond, ce qui n'est pas le cas lors d'un jugement « en référé ». De la même manière, les demandes urgentes introduites sur requête ne sont pas reprises ici, elles reçoivent un numéro « registre des requêtes ».

Registre des Requêtes (excl. RCD)

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires qui ont été introduites par requête unilatérale[11] et qui n'ont pas trait au règlement collectif de dettes.

Registre des conciliations

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires qui ont été introduites par requête unilatérale et qui ont trait à des procédures de conciliation.

Registre de commissions rogatoires

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires adressées par une autre juridiction afin d'exécuter certaines mesures d'instruction.

Assistance judiciaire

Il arrive qu'une ou plusieurs partie(s) au litige introduisent une demande en vue de bénéficier de l'assistance judiciaire (ex-pro deo)[12]. L'assistance judiciaire consiste en ce que les parties au litige sont exemptées des dépens judiciaires suivants : e.a. droits de timbre et droits d'enregistrement, droits de greffe, droits d'expédition et les autres dépens. L'assistance judiciaire a toujours été attribuée par instance. Ainsi, un juge de première instance ne peut l'attribuer que pour une procédure de première instance. Si les parties décident par la suite d'aller en appel, l'assistance judiciaire devra être sollicitée à nouveau. Cette affaire sera alors mise séparément au rôle « assistance judiciaire ». L'affaire qui a donné lieu à cette demande (le litige proprement dit) sera mise au rôle comme une affaire courante, sous un autre numéro de rôle.

[11] Art. 1025 - 1034 du Code judiciaire.

[12] Depuis le 8 août 2006, le système pro deo est appelé assistance judiciaire aux articles 664 à 687 du Code judiciaire.

2.4 Nature de l'affaire

Au moment où une affaire est introduite dans l'application (au début de la procédure), elle se voit attribuer une « nature de l'affaire ». Cette dernière est une qualification qui est utilisée au sein des tribunaux afin de savoir de quelle sorte d'affaire il s'agit.

La nature de l'affaire constitue souvent une indication importante sur son degré de difficulté. Une demande d'assistance judiciaire, par exemple, est en principe moins complexe qu'une affaire « contrat de travail - ouvrier ». De ce fait, les temps moyens de traitement peuvent varier entre les différentes sortes d'affaires. Il est, par conséquent, important de tenir compte de la nature de l'affaire lorsqu'on examine des résultats statistiques.

Depuis l'implémentation de l'application « ARTT », la nature de l'affaire est enregistrée dans les greffes au moyen d'une liste de nomenclature juridique uniforme « nature de l'affaire » qui évolue en fonction des modifications législatives.

Les principales rubriques sont les suivantes :

Rubrique principale nature d'affaire (FR)	Hoofdrubriek aard van de zaak (NL)
Requêtes en assistance judiciaire	Rechtsbijstand
Conciliations	Minnelijke schikking
Droit du travail	Arbeidsrecht
Accidents de travail, maladies professionnelles	Arbeidsongeval, beroepsziekten
Sécurité sociale des travailleurs salaries	Sociaal zekerheidsrecht werknemers
CPAS	OCMW
Sécurité sociale des travailleurs indépendants	Sociaal zekerheidsrecht zelfstandigen
Personnes handicapées	Personen met een handicap
Conseil d'entreprise / élections sociales	Ondernemingsraad en sociale verkiezingen
Sanctions administratives	Administratieve geldboetes
Divers	Diversen
Référés	Kort gedingen
Procédures européennes	Europese procedures

2.5 Output

Cette variable reflète le type de décision par laquelle une affaire est clôturée.

Type Output (FR)	Type Output (NL)
Jugement définitif	Eindvonnis
Ordonnance définitive	Eindbeschikking
Désistement	Afstand
Radiation	Doorhaling
Omission	Weglating
Autre	Overige

Jugement définitif

Un jugement définitif est une décision par laquelle le juge statue définitivement sur tous les points du litige. Par conséquent, l'affaire n'est plus pendante.

Une décision mixte se caractérise par le fait qu'une décision définitive est prise sur seulement certains points litigieux alors qu'il faut encore décider quant au fond sur d'autres points. Ce type de jugement est considéré comme un jugement interlocutoire. L'affaire reste pendante tant qu'il n'y a pas de décision définitive sur les points restants.

Attention : Dans cette publication, la définition de jugement définitif est donnée d'un point de vue statistique. La définition juridique d'un jugement définitif peut ainsi différer de celle de la définition statistique.

Ordonnance définitive

Une ordonnance définitive est une décision par laquelle le juge statue définitivement sur tous les points du litige. Par conséquent, l'affaire n'est plus pendante. Dans la plupart des cas, des ordonnances sont rendues dans les affaires qui ont été inscrites sur le rôle des requêtes. La différence avec un jugement définitif réside dans le fait que cette décision ne doit pas être prononcée lors d'une audience publique.

Désistement

Par le désistement d'instance, la partie qui a saisi le tribunal renonce à la procédure qu'elle a engagée. Il importe de souligner ici qu'il n'est pas renoncé au droit lui-même. Ainsi, lorsqu'une partie se désiste, elle ne renonce pas au droit de réintroduire une autre instance lui-même. Un désistement d'instance n'implique pas nécessairement que la partie a l'intention d'accepter la décision[13].

Pour la partie qui se désiste de l'instance, la décision que le juge prendra suite à cela sera un jugement définitif. Si une seule partie se désiste de l'instance, alors le juge prononcera un jugement mixte. Pour la partie qui se désiste, il s'agit d'un jugement définitif ; pour les autres parties, il s'agit d'un jugement interlocutoire. Vu que dans ce dernier cas l'affaire est encore pendante, la décision est introduite comme un jugement interlocutoire dans l'application.

Radiation

Un procès peut être terminé par la radiation d'une affaire du rôle. Cela ne peut se produire que si toutes les parties en conviennent. La cause tombera par-là même et ne sera plus pendante.

Il est possible de rendre l'affaire à nouveau pendante en assignant à nouveau les parties. L'affaire recevra un nouveau numéro de rôle et sera recensée comme une nouvelle affaire.

Remarque : La doctrine semble d'avis qu'une radiation est une clôture, et ce, sans que le juge ne rende un jugement définitif à cet effet.

Omission d'office[14]

Une affaire peut prendre fin à la suite d'une omission d'office du rôle.

À partir du 31 mars 2023, les affaires pour lesquelles aucune audience n'est fixée depuis dix-huit mois, peuvent être omise d'office. Le greffier notifie les parties impliquées par pli judiciaire. Si une des parties ne veut pas que l'affaire soit omise d'office, alors cette partie peut l'éviter en déposant une requête en maintien au rôle général.

---

[13] Cass. 11 mars 2010, C.09.0347.N).

[14] Art. 730, §2 du Code judiciaire.

Avant le 31 mars 2023, une omission d'office s'opère une fois par an lors d'une audience particulière. Seules les affaires qui sont mises au rôle depuis plus de trois ans et pour lesquelles les débats n'ont pas commencé ou celles qui n'ont plus progressé depuis plus de trois ans peuvent être omises d'office. Si une des parties ne veut pas que l'affaire soit omise d'office, alors cette partie peut l'éviter en déposant une requête en maintien au rôle général.

Autre

Cette catégorie contient un certain nombre de décisions moins fréquentes qui mettent fin à une affaire.

2.6 Type d'acte du juge

Au moment où un acte du juge est introduit dans le système informatique, lui est attribué un "type d'acte". Le type d'acte est une qualification qui est accordée afin de savoir de quelle sorte d'acte il s'agit.

Cette qualification est une appréciation personnelle des collaborateurs qui introduisent les actes, de ce fait il est possible que le type d'acte comme il est accordé dans le système informatique, ne correspond pas tout à fait avec le type d'acte que cet acte a en réalité.

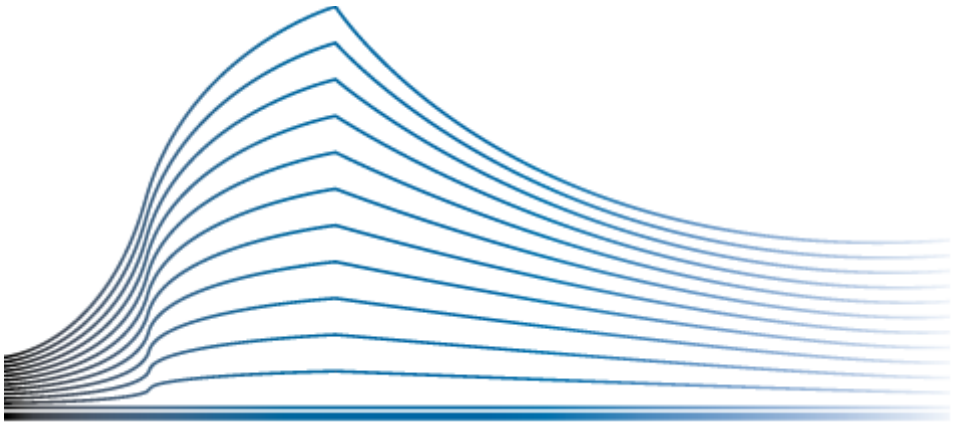
Cela sera d'autant plus le cas, si plusieurs rubriques s'appliquent à un acte, à ce moment des choix doivent être fait car chaque acte ne peut être qu'un seul type. Ainsi, les statistiques concernant les actes doivent être interprétées avec précaution.

Le type d'acte est enregistré aux greffes au moyen d'une liste de nomenclature juridique uniforme "type d'acte".

Celle-ci est aujourd'hui composée de plusieurs rubriques principales lesquelles sont subdivisées en sous-rubriques.

Dans cette publication, les actes du juge sont regroupés sous les catégories suivantes :

Catégorie d'acte	Categorie akte
Jugements définitifs	Eindvonnissen
Ordonnances définitives	Eindbeschikkingen
Jugements interlocutoires	Tussenvonnissen
Ordonnances interlocutoires	Tussenbeschikkingen
Procès-Verbaux	Processen-Verbaal



III. STATISTIQUES

INPUT-OUTPUT National Période : 2025

1. Rôle

Rôle	Pendant 01/01	Nouveau	Nouveau %	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
Rôle Général	54065	38712	92.3	92777	35294	57483	402	252
Registre des Référés	198	360	0.9	558	339	219	35	30
Registre des Conciliations	159	232	0.6	391	181	210	110	92
Registre des Commissions Rogatoires	3	0	0.0	3	0	3	.	.
Registre des Pro Deo	117	548	1.3	665	543	122	4	2
Registre de Requêtes (non RCD)	140	2080	5.0	2220	2083	137	3	2
Total	**54682**	**41932**	**100.0**	**96614**	**38440**	**58174**	**366**	**208**

Extraction : 27Mar2026

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2025

1.1.a. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
Anvers	Anvers	3397	3800	7197	3127	4070	342	209
	Hasselt	1217	1336	2553	1368	1185	305	171
	Malines	1075	912	1987	778	1209	381	303
	Tongres	1007	923	1930	942	988	339	189
	Turnhout	1129	1008	2137	845	1292	401	277
	Total Arrondissement	**7825**	**7979**	**15804**	**7060**	**8744**	**346**	**216**
Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	7112	8214	15326	7050	8276	263	122
	Total Arrondissement	**7112**	**8214**	**15326**	**7050**	**8276**	**263**	**122**
Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	2287	2939	5226	3248	1978	208	126
	Total Arrondissement	**2287**	**2939**	**5226**	**3248**	**1978**	**208**	**126**
Louvain	Louvain	729	696	1425	617	808	306	213
	Total Arrondissement	**729**	**696**	**1425**	**617**	**808**	**306**	**213**
Brabant-Wallon	Brabant Wallon	1238	1138	2376	928	1448	340	226
	Total Arrondissement	**1238**	**1138**	**2376**	**928**	**1448**	**340**	**226**
Gand	Alost	421	371	792	293	499	349	239
	Bruges	982	966	1948	853	1095	366	244
	Termonde	548	505	1053	450	603	321	131
	Gand	1576	1427	3003	1318	1685	337	176
	Ypres	320	196	516	291	225	477	362
	Courtrai	742	575	1317	650	667	366	330
	Audenarde	372	322	694	343	351	371	231
	Roulers	326	225	551	239	312	402	330
	Saint-Nicolas	936	513	1449	775	674	369	234
	Furnes	137	154	291	145	146	363	310
	Total Arrondissement	**6360**	**5254**	**11614**	**5357**	**6257**	**360**	**229**
Eupen	Eupen	338	193	531	195	336	553	309
	Total Arrondissement	**338**	**193**	**531**	**195**	**336**	**553**	**309**
Liège	Arlon	267	245	512	238	274	323	180
	Dinant	1625	774	2399	1550	849	280	127
	Huy	898	468	1366	496	870	531	331
	Liège	8789	5342	14131	3986	10145	550	360
	Marche-en-famenne	244	266	510	258	252	290	128
	Namur	3508	1377	4885	1484	3401	362	200
	Neufchâteau	310	330	640	320	320	341	183
	Verviers	2045	1364	3409	1037	2372	482	320

Extraction : 27Mar2026

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2025

1.1.a. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
Liège	Total Arrondissement	**17686**	**10166**	**27852**	**9369**	**18483**	**470**	**302**
Hainaut	Binche	937	490	1427	510	917	645	539
	Charleroi	5731	2143	7874	1826	6048	519	412
	La Louvière	1425	598	2023	563	1460	648	497
	Mons	1883	940	2823	743	2080	513	365
	Mouscron	253	276	529	218	311	315	154
	Tournai	896	906	1802	756	1046	377	194
	Total Arrondissement	**11125**	**5353**	**16478**	**4616**	**11862**	**509**	**368**
Total		**54700**	**41932**	**96632**	**38440**	**58192**	**366**	**208**

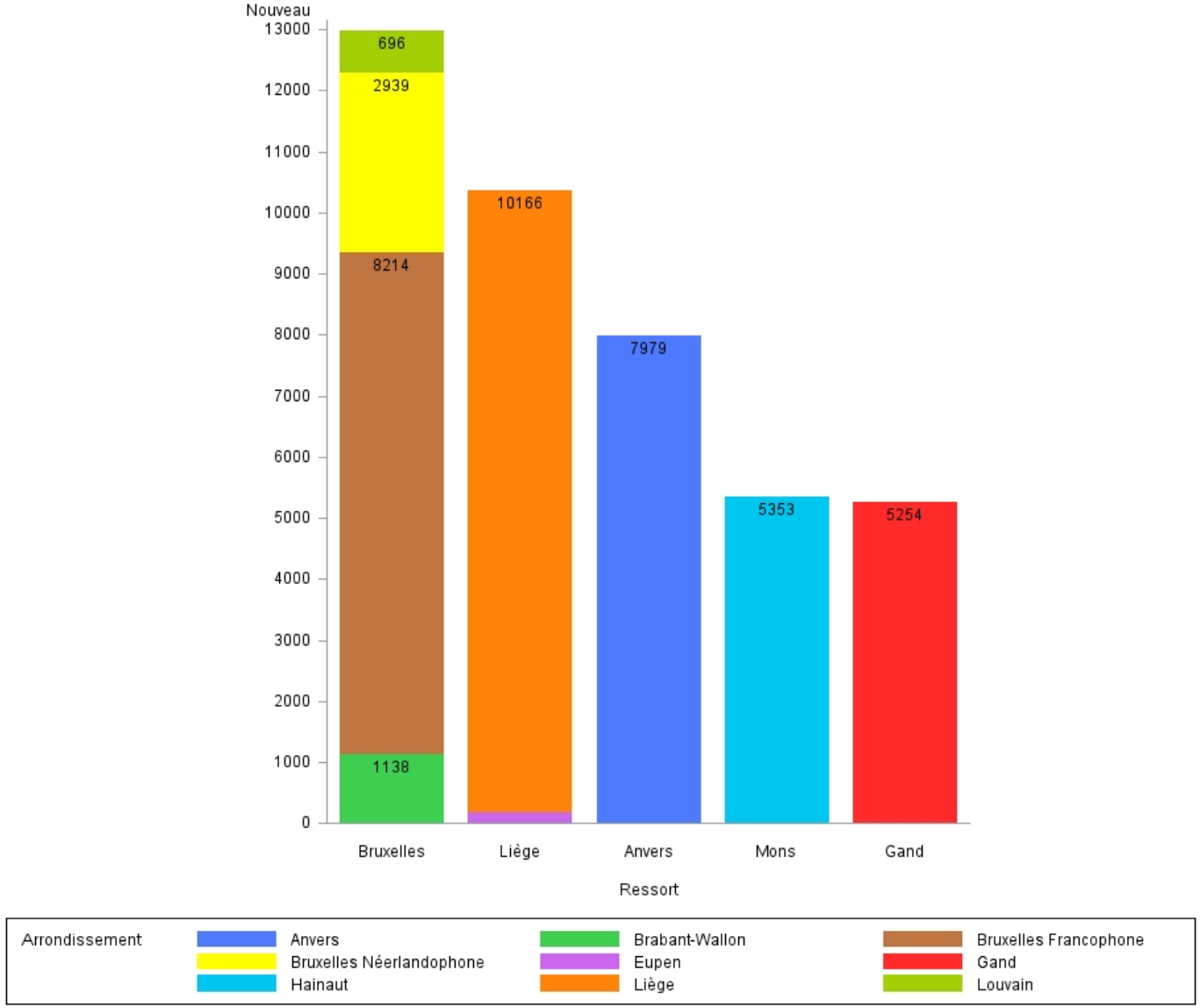
Extraction : 27Mar2026

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2025

1.1.b. Ressort - Arrondissement (Nouveau)



Extraction : 27Mar2026

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2025

1.1.c. Ressort - Arrondissement - Division: Evolution

Ressort - Arrondissement - Division			Output/Nouveau	Output/Input	Evolution pendant 01/01-31/12	Evolution pendant 01/01-31/12
					Nombre	%
Bruxelles	Brabant-Wallon	Brabant Wallon	82%	39%	210	17%
		Arrondissement Brabant-Wallon	82%	39%	210	17%
	Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	86%	46%	1164	16%
	Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	111%	62%	-309	-14%
	Louvain	Louvain	89%	43%	79	11%
	Ressort Bruxelles		91%	49%	1144	10%
Anvers	Anvers	Anvers	82%	43%	673	20%
		Hasselt	102%	54%	-32	-3%
		Malines	85%	39%	134	12%
		Tongres	102%	49%	-19	-2%
		Turnhout	84%	40%	163	14%
		Arrondissement Anvers	88%	45%	919	12%
	Ressort Anvers		88%	45%	919	12%
Gand	Gand	Alost	79%	37%	78	19%
		Bruges	88%	44%	113	12%
		Termonde	89%	43%	55	10%
		Gand	92%	44%	109	7%
		Ypres	148%	56%	-95	-30%
		Courtrai	113%	49%	-75	-10%
		Audenarde	107%	49%	-21	-6%
		Roulers	106%	43%	-14	-4%
		Saint-Nicolas	151%	53%	-262	-28%
		Furnes	94%	50%	9	7%
		Arrondissement Gand	102%	46%	-103	-2%
	Ressort Gand		102%	46%	-103	-2%
Liège	Eupen	Eupen	101%	37%	-2	-1%
	Liège	Arlon	97%	46%	7	3%
		Dinant	200%	65%	-776	-48%
		Huy	106%	36%	-28	-3%
		Liège	75%	28%	1356	15%
		Marche-en-famenne	97%	51%	8	3%
		Namur	108%	30%	-107	-3%
		Neufchâteau	97%	50%	10	3%
		Verviers	76%	30%	327	16%
		Arrondissement Liège	92%	34%	797	5%
	Ressort Liège		92%	34%	795	4%

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2025

1.1.c. Ressort - Arrondissement - Division: Evolution

Ressort - Arrondissement - Division			Output/Nouveau	Output/Input	Evolution pendant 01/01-31/12	Evolution pendant 01/01-31/12
					Nombre	%
Mons	Hainaut	Binche	104%	36%	-20	-2%
		Charleroi	85%	23%	317	6%
		La Louvière	94%	28%	35	2%
		Mons	79%	26%	197	10%
		Mouscron	79%	41%	58	23%
		Tournai	83%	42%	150	17%
		Henegouwen	86%	28%	737	7%
	Ressort Mons		86%	28%	737	7%
Total			92%	40%	3492	6%

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2025

1.2.a. Nature

Nature de l'affaire (Groupe - Détail)		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
procédures européennes	e2b - injonction de payer européenne	0	4	4	4	0	6	6
	Total groupe nature	**0**	**4**	**4**	**4**	**0**	**6**	**6**
droit du travail (578)	o1a - contrat de travail ouvrier	3243	1940	5183	2250	2933	316	244
	o1as - statutaire ouvrier	0	54	54	16	38	101	86
	o1b - contrat de travail employé	4450	2521	6971	2597	4374	410	377
	o1bs - statutaire employé	5	75	80	13	67	145	110
	o1e - conventions collectives du travail	16	0	16	2	14	.	.
	o1m - qualité et maintien du droit travaill. suite	1	0	1	0	1	.	.
	o1na - discrimination hommes/femmes salariés	6	1	7	2	5	221	221
	o1o - risques psycho-sociaux (violence, harcèlemen	76	70	146	34	112	494	398
	o1p - protection conseiller en prévention	3	2	5	2	3	397	397
	o1q - discrimination travailleurs salariés	161	206	367	121	246	371	373
	o1ra - racisme – xénophobie salariés	1	0	1	0	1	.	.
	o1t - action civile auditeur du travail	1	1	2	1	1	.	.
	o1td - pensions complémentaires travailleurs	8	5	13	6	7	357	376
	o1te - pensions complémentaires travailleurs indép	1	0	1	0	1	.	.
	o1u - procédure préalable travailleurs protégés	134	136	270	192	78	60	10
	o1va - action cessation de discrimination	5	17	22	14	8	98	69
	o1vb - action cessation racisme ou xénophobie	2	0	2	0	2	.	.
	o1vd - action cessation harcèlement mesures provis	4	7	11	3	8	134	134
	o1vf - mesures prises exécution droit pénal soc.	0	4	4	4	0	29	30
	o1vg - loi bien être art.32decies §2	3	5	8	2	6	1060	1060
	o1w - licenciement travailleur protégé	75	95	170	112	58	72	46
	o1yc - homologation de médiation volontaire	1	0	1	0	1	.	.
	o1z - droit du travail - divers	54	65	119	50	69	193	62
	Total groupe nature	**8250**	**5204**	**13454**	**5421**	**8033**	**348**	**309**
accidents de travail, maladies professionnelles (5	p1a - accidents du travail	6980	2741	9721	2631	7090	856	729
	p1b - maladies professionnelles	2417	386	2803	645	2158	1284	1182
	p1c - accidents du travail – 1/3 en capital	60	134	194	143	51	122	78
	p1e - allocations accidents du travail octroyées p	13	7	20	9	11	549	492
	p1f - allocations maladies professionelles octroyé	25	9	34	2	32	594	594
	p1i - fonds indemnisation victimes de l'amiante	4	1	5	1	4	1718	1718
	p1z - accidents du travail - maladies professionne	40	13	53	20	33	635	423
	Total groupe nature	**9539**	**3291**	**12830**	**3451**	**9379**	**898**	**756**
securite sociale des travailleurs salaries (580)	q1a - cotisations travailleurs salariés	2360	5026	7386	5470	1916	80	42

Extraction : 27Mar2026

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2025

1.2.a. Nature

Nature de l'affaire (Groupe - Détail)		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
securite sociale des travailleurs salaries (580)	q1aa - désassujettissement ONSS	57	21	78	29	49	620	467
	q1b - allocations familiales travailleurs salariés	1044	403	1447	516	931	607	549
	q1c - chômage travailleurs salariés	6451	3209	9660	3751	5909	514	331
	q1ca - chômage durée limitée	0	1746	1746	0	1746	.	.
	q1d - assurance maladie invalidité trav. salariés	14136	9724	23860	7215	16645	502	422
	q1e - pensions travailleurs salariés	381	193	574	202	372	434	312
	q1f - vacances annuelles travailleurs salariés	162	17	179	60	119	703	518
	q1g - fonds fermeture entreprises	62	37	99	44	55	375	279
	q1h - sécurité sociale personnes assimilées	4	3	7	6	1	755	488
	q1i - contestations entre organismes de sécurité s	10	8	18	12	6	471	474
	q1j - assurance sociale sociétés mutualistes	0	2	2	1	1	127	127
	q1l - office sécurité sociale d'outre-mer	1	0	1	0	1	.	.
	q1m - assurance maladie complémentaire	22	9	31	17	14	643	596
	q1p - prépension spéciale	1	0	1	0	1	.	.
	q1v - obligations entrepreneurs et sous-traitants	1	0	1	0	1	.	.
	q1x - recours – décision du Bureau d'aide juridiqu	58	97	155	60	95	188	128
	q1xa - recours – décision de la Commission Artiste	6	7	13	4	9	319	319
	q1y - recouvrement des prestations de soins dispen	10	5	15	7	8	303	288
	q1yb - soins médicaux, pension de dédommagement (t	8	14	22	1	21	362	362
	q1z - securite sociale des travailleurs salaries -	148	71	219	68	151	340	305
	Total groupe nature	**24922**	**20592**	**45514**	**17463**	**28051**	**375**	**238**
cpas	q2a - revenu garanti personnes âgées - sanctions	10	5	15	6	9	560	448
	q2b - prestations familiales garanties	13	5	18	8	10	566	554
	q2c - CPAS minimum de moyens d'existence	23	0	23	16	7	.	.
	q2d - intégration sociale (emploi et/ou revenu d'i	1512	1702	3214	1464	1750	221	178
	q2e - CPAS aide sociale	180	0	180	84	96	.	.
	q2ea - aide sociale	1661	2463	4124	1780	2344	197	152
	q2f - garantie de revenus aux personnes âgées	33	38	71	28	43	403	366
	q2g - accueil des demandeurs d'asile et étrangers	1549	1983	3532	2327	1205	160	127
	Total groupe nature	**4981**	**6196**	**11177**	**5713**	**5464**	**188**	**142**
securite sociale des travailleurs independants (58	r1a - cotisations sécurité sociale indépendants	646	238	884	358	526	468	310
	r1aa - contestation commission des dispenses de co	24	9	33	19	14	373	357
	r1b - allocations familiales indépendants	19	10	29	20	9	438	358
	r1d - assurance maladie invalidité indépendants	683	426	1109	332	777	482	362
	r1e - pensions indépendants	60	33	93	31	62	336	312

Extraction : 27Mar2026

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2025

1.2.a. Nature

Nature de l'affaire (Groupe - Détail)		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
securite sociale des travailleurs independants (58	r1h - cotisation de solidarité-indépendants	3	0	3	1	2	.	.
	r1l - cotisations sociétés pour indépendants	1	0	1	0	1	.	.
	r1o - discrimination indépendants	1	1	2	1	1	705	705
	r1t - droit passerelle	52	171	223	76	147	175	78
	r1z - sécurité sociale indépendants – divers	443	111	554	231	323	413	354
	Total groupe nature	**1932**	**999**	**2931**	**1069**	**1862**	**427**	**326**
prestataires de soins 09/08/1963	r2z - divers	1	0	1	0	1	.	.
	Total groupe nature	**1**	**0**	**1**	**0**	**1**	**.**	**.**
allocations handicapes (582 1°-2°)	s1a - personnes handicapées	3863	2113	5976	1806	4170	560	484
	s1b - reclassement social des personnes handicapée	153	72	225	106	119	502	446
	s1z - personnes handicapées - divers	39	17	56	24	32	476	430
	Total groupe nature	**4055**	**2202**	**6257**	**1936**	**4321**	**555**	**482**
art. 582 ou 587	t1a - conseil d'entreprise	9	0	9	1	8	.	.
	t1ba - élections sociales	21	0	21	4	17	392	404
	t1c - allocation interruption de carrière	1	0	1	0	1	.	.
	t1fe - titres-services	18	8	26	9	17	418	369
	t1z - art. 582 ou 587 - varia	4	4	8	5	3	124	70
	Total groupe nature	**53**	**12**	**65**	**19**	**46**	**313**	**327**
sanctions administratives (art 583)	u1a - sanctions/amendes administratives	100	101	201	75	126	407	366
	u1d - reconnaissance ouvrier portuaire	1	0	1	0	1	.	.
	u1e - amendes administratives pour mutualité	5	0	5	0	5	.	.
	u1z - sanctions administratives - divers	13	5	18	5	13	441	407
	Total groupe nature	**119**	**106**	**225**	**80**	**145**	**408**	**367**
referes	w1a - désignation d'expert	1	0	1	0	1	.	.
	w1b - autopsie	1	0	1	0	1	.	.
	w1c - délivrance des documents sociaux	1	0	1	0	1	.	.
	w1d - accidents du travail	4	3	7	2	5	31	31
	w1e - contrat de travail	20	18	38	17	21	40	38
	w1g - octroi du revenu d'intégration	3	0	3	0	3	.	.
	w1h - aide sociale	14	209	223	197	26	35	32
	w1i - accueil des demandeurs d'asile et des étrang	83	80	163	82	81	35	20
	w1z - référé - divers	70	50	120	41	79	28	24
	Total groupe nature	**197**	**360**	**557**	**339**	**218**	**35**	**30**
requêtes en assistance judiciaire	g1b1 - assistance judiciaire à bureau	26	0	26	0	26	.	.
	g1c1 - assistance judiciaire à président	17	0	17	0	17		

Extraction : 27Mar2026

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2025

1.2.a. Nature

Nature de l'affaire (Groupe - Détail)		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
requêtes en assistance judiciaire	g1d - assistance judiciaire	71	548	619	543	76	4	2
	g1z - assistance judiciaire - divers	3	0	3	0	3	.	.
	Total groupe nature	**117**	**548**	**665**	**543**	**122**	**4**	**2**
conciliations	la - conciliation (en général) 732 CJ	157	232	389	181	208	110	92
	lad - conciliation d'une autre division	0	2	2	0	2	.	.
	Total groupe nature	**157**	**234**	**391**	**181**	**210**	**110**	**92**
rectification/interprétation de jugement	ia - rectification/interprétation de décision	100	86	186	93	93	132	86
	ic - tierce opposition en RCD	29	22	51	30	21	143	116
	id - commision rogatoire	2	0	2	0	2	.	.
	Total groupe nature	**131**	**108**	**239**	**123**	**116**	**135**	**91**
divers	v1b - autopsie	8	0	8	0	8	.	.
	v1c - avance sur revenu d'intégration	1	0	1	0	1	.	.
	v1d - octroi aide sociale	2	0	2	0	2	.	.
	v1f - abréviation de délais	1	0	1	0	1	.	.
	v1i - requête unilatérale	116	2076	2192	2078	114	3	2
	v1z - requête unilatérale - divers	24	0	24	0	24	.	.
	Total groupe nature	**152**	**2076**	**2228**	**2078**	**150**	**3**	**2**

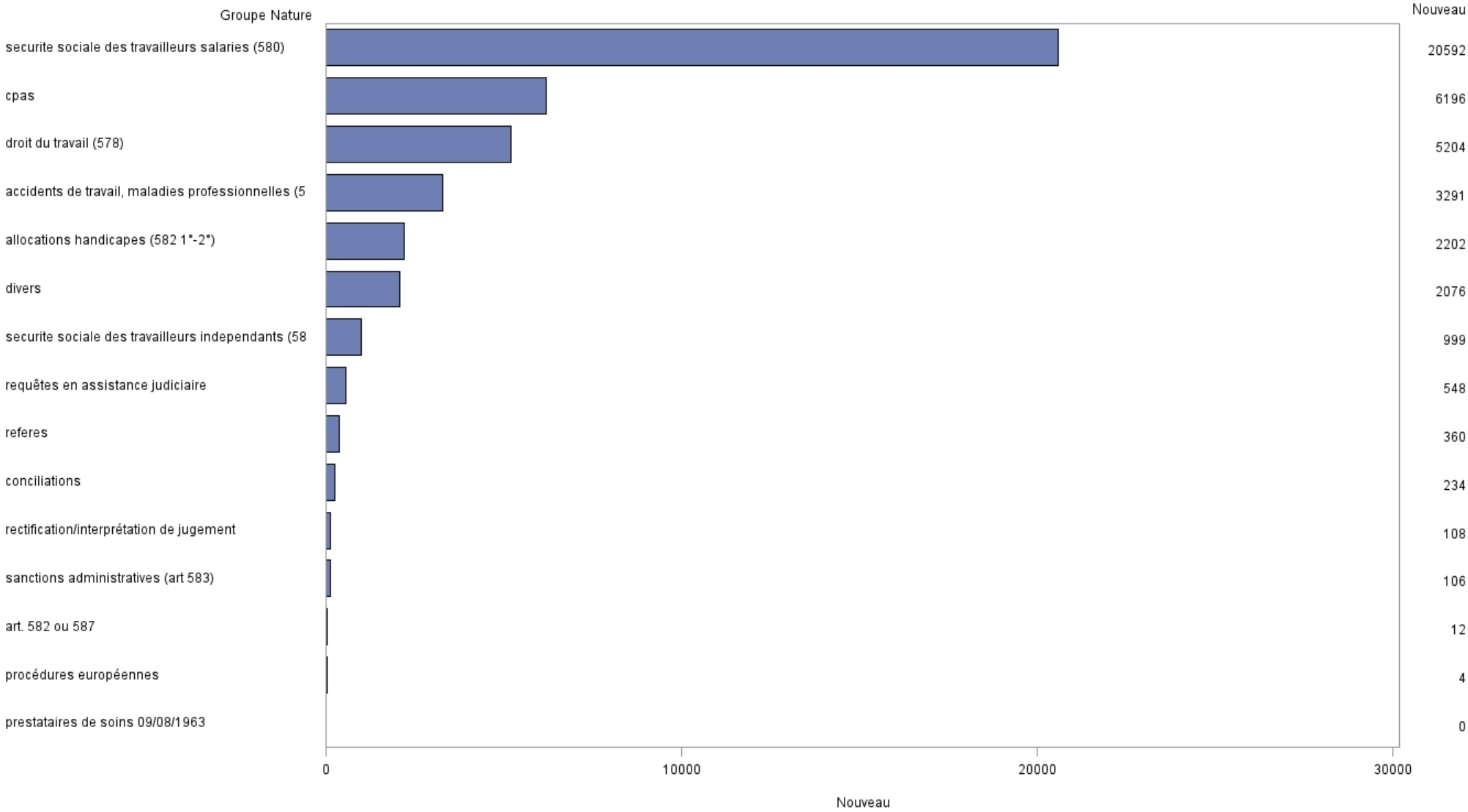
Extraction : 27Mar2026

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2025

1.2.b. Nature (Nouveau)



Extraction : 27Mar2026

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2025

2.1. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Total output	Type output									
			Jugement définitif		Désistement		Radiation		Omission		Autres	
			Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne
Anvers	Anvers	**3123**	2449	371	53	256	213	279	84	1135	324	186
	Hasselt	**1368**	986	341	11	189	88	332	75	1128	208	142
	Malines	**777**	637	394	10	217	46	301	48	1718	36	297
	Tongres	**940**	794	526	9	165	44	411	31	1345	62	314
	Turnhout	**840**	685	425	33	255	52	400	26	1169	44	201
	Total Arrondissement	**7048**	**5551**	**397**	**116**	**239**	**443**	**319**	**264**	**1267**	**674**	**191**
Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	**7043**	4561	351	244	273	42	283	541	1414	1655	42
	Total Arrondissement	**7043**	**4561**	**351**	**244**	**273**	**42**	**283**	**541**	**1414**	**1655**	**42**
Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	**3246**	2587	227	39	304	159	176	206	1231	255	53
	Total Arrondissement	**3246**	**2587**	**227**	**39**	**304**	**159**	**176**	**206**	**1231**	**255**	**53**
Louvain	Louvain	**617**	453	334	16	194	67	291	31	1513	50	134
	Total Arrondissement	**617**	**453**	**334**	**16**	**194**	**67**	**291**	**31**	**1513**	**50**	**134**
Brabant-Wallon	Brabant Wallon	**928**	702	396	40	339	36	211	65	1711	85	117
	Total Arrondissement	**928**	**702**	**396**	**40**	**339**	**36**	**211**	**65**	**1711**	**85**	**117**
Gand	Alost	**293**	249	1039	7	244	16	176	13	1515	8	154
	Bruges	**852**	677	407	13	226	50	270	32	1339	80	223
	Termonde	**450**	352	518	2	39	12	126	8	1698	76	45
	Gand	**1315**	1006	607	35	212	106	266	73	1716	95	72
	Ypres	**291**	252	2147	6	145	8	149	15	1665	10	345
	Courtrai	**647**	498	1101	17	192	32	245	62	1727	38	129
	Audenarde	**341**	254	360	12	62	40	638	27	1889	8	177
	Roulers	**237**	175	1046	6	99	17	261	27	2024	12	317
	Saint-Nicolas	**774**	655	3894	19	172	32	410	26	1765	42	181
	Furnes	**144**	119	494	1	161	8	154	12	2358	4	182
	Total Arrondissement	**5344**	**4237**	**1251**	**118**	**178**	**321**	**309**	**295**	**1740**	**373**	**137**
Eupen	Eupen	**195**	152	655	9	278	1	1228	13	1707	20	162
	Total Arrondissement	**195**	**152**	**655**	**9**	**278**	**1**	**1228**	**13**	**1707**	**20**	**162**
Liège	Arlon	**237**	199	399	3	184	2	136	14	1364	19	31
	Dinant	**1547**	1337	3070	6	298	11	287	48	1369	145	5
	Huy	**496**	319	567	2	1420	5	243	152	6241	18	153
	Liège	**3959**	3264	707	57	542	132	467	.	.	506	195
	Marche-en-famenne	**258**	170	382	4	155	3	234	19	2013	62	60
	Namur	**1479**	1178	1574	15	281	23	251	144	1347	119	47
	Neufchâteau	**318**	246	413	9	282	5	123	9	1240	49	26
	Verviers	**1035**	857	538	14	275	3	301	72	1531	89	12

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2025

2.1. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Total output	Type output									
			Jugement définitif		Désistement		Radiation		Omission		Autres	
			Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne
Liège	Total Arrondissement	**9329**	**7570**	**1210**	**110**	**430**	**184**	**404**	**458**	**3029**	**1007**	**114**
Hainaut	Binche	**510**	436	3174	6	387	1	344	59	1446	8	106
	Charleroi	**1823**	1486	1574	31	495	54	399	186	1800	66	77
	La Louvière	**562**	459	664	7	359	2	488	73	1969	21	573
	Mons	**743**	667	536	24	473	1	148	1	2297	50	347
	Mouscron	**218**	160	377	6	747	.	.	14	1391	38	21
	Tournai	**756**	565	482	12	590	.	.	48	1395	131	14
	Total Arrondissement	**4612**	**3773**	**1250**	**86**	**501**	**58**	**397**	**381**	**1713**	**314**	**121**
Total		**38362**	**29586**	**814**	**778**	**304**	**1311**	**310**	**2254**	**1813**	**4433**	**98**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2025

2.2. Durée catégorie

Durée catégorie	Output (nombre)	Output %	Durée moyenne (excl. ommisions)
1	822	2.14	1
2-30	2400	6.24	7
31-60	4407	11.5	42
61-90	2094	5.45	74
91-180	6143	16.0	131
181-365	6105	15.9	268
366-730	7344	19.1	513
731-1095	3146	8.18	882
>1095	5979	15.6	1715
Total	**38440**	**100**	**366**

Extraction : 27Mar2026

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2025

3.1. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 31/12 Nombre	Durée moyenne - pendant 31/12	Durée médiane - pendant 31/12
Anvers	Anvers	4070	495	258
	Hasselt	1185	470	267
	Malines	1209	524	316
	Tongres	988	497	304
	Turnhout	1292	554	313
	Total Arrondissement	**8744**	**505**	**281**
Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	8276	490	311
	Total Arrondissement	**8276**	**490**	**311**
Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	1978	382	214
	Total Arrondissement	**1978**	**382**	**214**
Louvain	Louvain	808	503	301
	Total Arrondissement	**808**	**503**	**301**
Brabant-Wallon	Brabant Wallon	1448	577	317
	Total Arrondissement	**1448**	**577**	**317**
Gand	Alost	499	713	335
	Bruges	1095	422	287
	Termonde	603	870	374
	Gand	1685	613	316
	Ypres	225	406	281
	Courtrai	667	567	290
	Audenarde	351	542	293
	Roulers	312	575	348
	Saint-Nicolas	674	930	387
	Furnes	146	338	197
	Total Arrondissement	**6257**	**622**	**314**
Eupen	Eupen	336	995	488
	Total Arrondissement	**336**	**995**	**488**
Liège	Arlon	274	576	323
	Dinant	849	575	335
	Huy	870	720	456
	Liège	10145	808	485
	Marche-en-famenne	252	542	274
	Namur	3401	2649	1115
	Neufchâteau	320	450	250
	Verviers	2372	683	436
	Total Arrondissement	**18483**	**1103**	**511**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2025

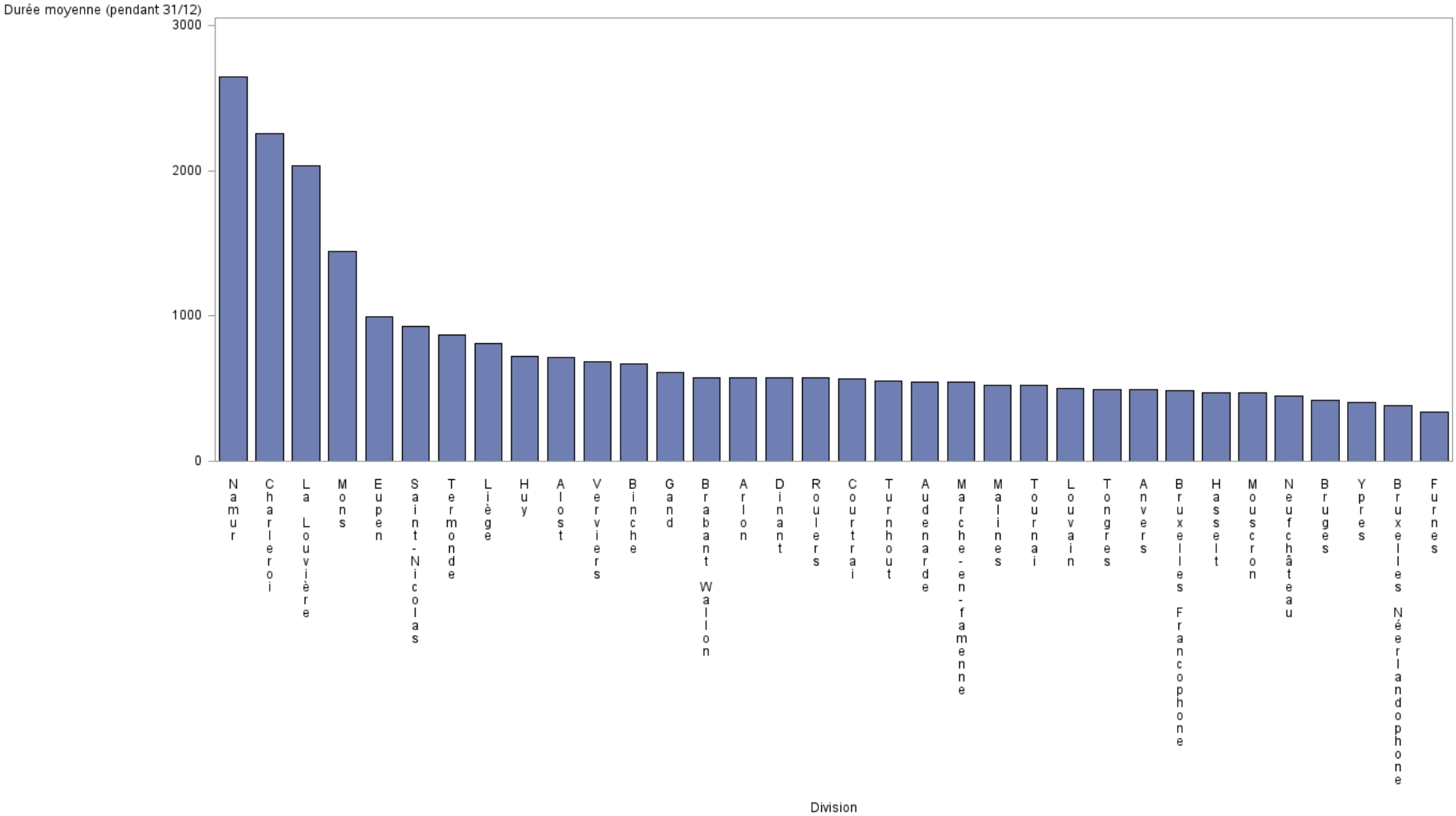
3.1. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 31/12	Durée moyenne - pendant 31/12	Durée médiane - pendant 31/12
		Nombre		
Hainaut	Binche	917	670	412
	Charleroi	6048	2258	944
	La Louvière	1460	2032	812
	Mons	2080	1445	660
	Mouscron	311	468	280
	Tournai	1046	521	294
	Total Arrondissement	**11862**	**1765**	**675**
Total		**58192**	**962**	**401**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2025

3.2. Durée moyenne (pendant 31/12)



PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2025

3.3. Durée catégorie

Durée catégorie	Pendant 31/12 (nombre)	Pendant 31/12 (%)	Durée moyenne - pendant 31/12
1	124	0.21	1
2-30	4070	6.99	18
31-60	3404	5.85	45
61-90	2812	4.83	75
91-180	6309	10.8	131
181-365	10711	18.4	267
366-730	12164	20.9	528
731-1095	6087	10.5	892
>1095	12511	21.5	3200
Total	**58192**	**100**	**962**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2025

Acte (Catégorie - Détail)		2025					Total
		Ressort					
		Anvers	Bruxelles	Gand	Liège	Mons	
Jugements définitifs	Jugement définitif	5220	6852	3562	5911	3100	**24645**
	Désistement	116	340	119	119	86	**780**
	Radiation par jugement	1	17	1	182	59	**260**
	Renvoi devant une autre juridiction	62	56	34	33	16	**201**
	Sans objet	283	1340	53	436	343	**2455**
	Interprétation/rectification	18	78	20	50	33	**199**
	Omission du rôle général	.	1	.	.	1	**2**
	Demande irrecevable	.	39	8	20	28	**95**
	Changement de langue	.	33	.	.	.	**33**
	Décision définitive	.	.	.	5	.	**5**
	Total Catégorie	**5700**	**8756**	**3797**	**6756**	**3666**	**28675**
Ordonnances définitives	Ordonnance définitive	13	260	7	55	17	**352**
	Pro deo - accepté total	33	264	11	29	16	**353**
	Pro deo - accepté partiel	41	3	2	2	2	**50**
	Pro deo - refusé	41	33	13	17	10	**114**
	Décision sur requête unilatérale	97	1098	101	624	177	**2097**
	Total Catégorie	**225**	**1658**	**134**	**727**	**222**	**2966**
Jugements interlocutoires	Renvoi devant le tribunal d'arrondissement	12	4	3	2	6	**27**
	Réouverture des débats	97	240	186	697	254	**1474**
	Production de documents	2	13	.	2	2	**19**
	Comparution personnelle des parties	2	3	1	23	1	**30**
	Liquidation des dépens	20	11	13	31	17	**92**
	Renvoi au rôle particulier	22	67	12	120	32	**253**
	Divers interlocutoire	31	50	8	45	6	**140**
	Expertise	2089	1519	1305	2194	1001	**8108**
	Remplacement de l'expert	6	26	3	3	98	**136**
	Autre jugement expertise	6	16	8	8	3	**41**
	Décision interlocutoire ordonnant la jonction	3	.	3	30	.	**36**
	Enquêtes	1	3	4	6	8	**22**
	Prorogation	.	12	.	9	.	**21**
	Provision supplémentaire	.	3	.	1	.	**4**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	.	17	17	10	1	**45**
	Suite à une contestation / incident	.	1	.	6	2	**9**
	Omission du rôle d'audience	.	.	.	4	.	**4**
	Désignation médiateur	.	.	.	22	.	**22**
	Descente sur les lieux	.	.	.	2	.	**2**
	Total Catégorie	**2291**	**1985**	**1563**	**3215**	**1431**	**10485**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2025

Acte (Catégorie - Détail)		2025					Total
		Ressort					
		Anvers	Bruxelles	Gand	Liège	Mons	
Ordonnances interlocutoires	Divers interlocutoire	4	6	13	2	3	**28**
	Remplacement de l'expert	103	73	115	143	2	**436**
	Prorogation	152	527	174	490	587	**1930**
	Provision supplémentaire	13	79	.	95	161	**348**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	975	974	1218	2026	915	**6108**
	Suite à une contestation / incident	4	17	2	21	.	**44**
	Désignation médiateur	.	.	.	1	.	**1**
	Délais pour conclure	1483	2404	1611	2148	1495	**9141**
	Nouveaux délais pour conclure	19	24	14	18	.	**75**
	Libération provision expertise	10	.	.	9	.	**19**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 5)	17	43	14	10	12	**96**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 8)	11	39	8	6	3	**67**
	Ordonnance interlocutoire	1	12	1	3	2	**19**
	Redistribution / incident de répartition	1	.	14	5	57	**77**
	Distribution des causes par le président	111	4	.	.	.	**115**
	Divers	7	5	7	7	.	**26**
	Après réunion d'installation	1	27	1	.	.	**29**
	Information résolution à l'amiable compura	.	25	.	.	.	**25**
	Tableau de service	.	1	.	.	.	**1**
	Chambre temporaire	.	1	.	.	.	**1**
	Audiences temporaires / extraordinaires	.	.	2	.	1	**3**
	Remplacement du président de la chambre	.	.	.	3	62	**65**
	Fixation enquêtes	.	.	.	1	4	**5**
	Fixation enquêtes contraires	.	.	.	1	.	**1**
	Autorisation de citer le témoin défaillant	.	.	.	1	.	**1**
	Décision interlocutoire	.	.	.	2	.	**2**
	Taxation des frais et honoraires du médiateu	.	.	.	1	.	**1**
	Remplacement d'un juge ou juge social	.	.	.	.	1	**1**
	Total Catégorie	**2912**	**4261**	**3194**	**4993**	**3305**	**18665**
Proces-Verbaux	Omission du rôle général	1	65	.	.	378	**444**
	Divers	1	4	14	1	1	**21**
	Enquête	2	1	3	12	10	**28**
	Conciliation	7	23	5	21	4	**60**
	Vérification d'écriture - faux en écriture	1	.	.	.	.	**1**
	Concilliation des parties en cas de travail	13	19	8	10	.	**50**
	Non-conciliation	15	27	24	21	5	**92**
	Radiation par mention	441	93	116	.	.	**650**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2025

Acte (Catégorie - Détail)		2025					Total
		Ressort					
		Anvers	Bruxelles	Gand	Liège	Mons	
Proces-Verbaux	Comparution personnelle	1	3	2	8	3	**17**
	Procès-verbal de l'audience	2	.	2	.	3	**7**
	Première comparution en cas de travailleur	.	44	56	.	14	**114**
	Audition d'expert	.	.	1	4	.	**5**
	Conciliation partielle	.	.	.	2	4	**6**
	Visite des lieux	.	.	.	2	.	**2**
	Total Catégorie	**484**	**279**	**231**	**81**	**422**	**1497**

Collège des cours et tribunaux (Service d'appui)
Boulevard de Waterloo 70
1000 Bruxelles
Tel.: 02 557 46 56
cct.chr.stat@just.fgov.be
https://www.tribunaux-rechtbanken.be/fr/college

Editeur responsable : Fabienne Bayard
Boulevard de Waterloo 70 – 1000 Bruxelles

D/2026/7951/FR/0004